



---

# REVUE LES TISONS

---

*Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

p-ISSN: 2756-7532

e-ISSN: 2756-7524

Numéro spécial 1, janvier 2024

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la  
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024  
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

Revue LES TISONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la  
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024  
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

---

## REVUE LES TISONS

---

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la  
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024  
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

Revue LES TISONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la  
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024  
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524



---

## REVUE LES TISONS

---

*Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)*



Revue indexée par  
**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)  
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

Éditions LES TISONS

Arrond. 5, Sect. 22, Av. Toguiyeni

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la  
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024  
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

p-ISSN: 2756-7532; e-ISSN: 2756-7524  
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>  
<http://www.revuelestisons.bf>  
[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)  
S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements  
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso  
(+226) 66006650/70104853

## PRÉSENTATION ET POLITIQUE ÉDITORIALE

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en

anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Lettres modernes, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences de l'environnement, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.**

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

#### **MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

#### **CONSIDÉRATION ÉTHIQUE**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

## NORMES ÉDITORIALES

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du

groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas

où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nde</sup> éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (250 mots maximales, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais. La taille de l'article varie entre 15 et 25 pages maximales.

#### **DIRECTION DE PUBLICATION**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste,  
Université Nazi Boni (Burkina Faso)

#### **RESPONSABLE DES FINANCES**

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers,  
UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

#### **SECRETARIAT DE RÉDACTION**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe,  
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université  
Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ,  
Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina  
Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-  
ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe,  
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli  
DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr  
Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-  
ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste,  
Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste  
PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO  
(Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en  
Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M.  
Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université  
Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant  
en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

#### **COMITÉ DE LECTURE**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas  
SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA,  
Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M.  
Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des  
Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC,

Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado Joël OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas

SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. Ulysse Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-

ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

### **COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel

Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YUGBARÉ, PT, Psychologue,

Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France); Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

## Table des matières

Un regard sociologique de l'insécurité urbaine au Mali depuis 2020 : les cas Bamako et Ségou ... Amadou TRAORÉ.....	15
Le retard académique à l'université de Dédougou : analyse des déterminants et des stratégies de résorption ... Koug-Nongom BONKOUNGOU, Zouanso SOULAMA/COULIBALY, Marcel ZERBO .....	47
Baruch Spinoza, éthicien de la réconciliation ... Siaka KONÉ.....	75
L'esclave féminin dans la société Baoulé précoloniale : de la servitude au statut d'épouse ... Kouassi Serge KOFFI.....	95
Genre et foncier urbain : l'accès des femmes à la propriété foncière et à l'investissement immobilier dans la ville de Ouagadougou ... Kis-Wend-Sida Romaine KONSEIGA, Yisso Fidèle BACYÉ ....	109
Paulin Hountondji, universaliste par conviction, relativiste par compréhension ... AGBO Béatrice Afiavi, BOSSOUSSI AGBANNINHIN Sètonджи Paterné.....	135
Vulnérabilité climatique et résilience des éleveurs agro-pastoraux de la zone sylvopastorale : cas de Bisnabé Gandé, région de Louga, Sénégal ... Geneviève DIONE, Aliou BALDÉ, Coly MBALLO .....	159
Orientation, formation et emploi des adolescent(e)s scolarisé(e)s dans l'enseignement secondaire au Bénin : les déterminants liés au sexe ... Magloire Fortuné Landry AITCHEDJI.....	179
L'enseignement/apprentissage de la discipline Français par la radio au Burkina Faso : pratiques actuelles et perspectives ... Arnaud OUÉDRAOGO.....	207
Utilisation des pesticides dans la cacao-culture et risques sanitaires associés chez les producteurs du canton Zebouo Nord à Daloa ...	

Abel Affouda ADJET, François Yao KOUAKOU, Albert Kouakou YAO .....	227
Le discours révolutionnaire et religieux dans Les Misérables de Victor Hugo : configurations éthotiques et pragmatiques ... Jacques BARRO .....	253
Migrations, peuplement et subsistance identitaire en Guinée du XI <sup>ème</sup> au XX <sup>ème</sup> siècles ... Mamady BAMBA, Fodé Bangaly KEITA, Abdoulaye FOFANA .....	283
Intérêts socio-économiques du Tamarinier noir ( <i>dialium guineense willd</i> ) dans les terroirs villageois de Kartiack et de Dianki (region de Ziguinchor) ... Babacar FAYE, Virginie Ndébane MADIOUNE, Ngoné Wagane FAYE .....	307
La résurgence du mot d'ordre « Produire et consommer burkinabè » au Burkina Faso : souvenir révolutionnaire, réactualisation et réappropriation politiques ... Kakiswendépoulmdé Marcel Marie Anselme LALSAGA.....	344
Les limites des cours de soutien extrascolaire dans la dynamique des apprentissages scolaires des disciplines scientifiques au Burkina Faso ... Wendyam ILBOUDO, Innocent KIEMDÉ, Jean-Marie OUEDRAOGO.....	382
Motivation pour l'apprentissage de l'anglais et réussite scolaire : cas des élèves en génie civil du lycée de la jeunesse de Ouagadougou ... Fernand OUEDRAOGO, Sékou Oumar Tidiane TRAORE .....	405
Effets de la pratique des Activités Physiques et Sportives (APS) sur le développement des habiletés cognitives des élèves de la ville de Ouagadougou ... Boulagnin Pierre N'DO, Brigitte NANA, Koffi Pierrot KOFFI, .....	445
La morphologie verbale en koromfe, variante d'Arbinda ... Inoussa GUIRE .....	461

Les nouveaux parlars urbains : approche sociolinguistique ... Palé Sié Innocent Romain YOUL .....	497
Éducation environnementale : implémentation du tri des déchets plastiques en classe de première au Burkina Faso ... Issa ZONGO, Moussa BOUGOUMA, Cécile MOUCHERON.....	517
De la crise de la gouvernance forestière à une dynamique de régulation intégrée : cas de la forêt classée de Gonsé, commune rurale de Saaba ... Ezaï NANA.....	548
L'évolution des représentations diplomatiques du Burkina Faso à l'étranger (1960-2014) ... Salif KIENDREBEOGO.....	568
Médecine traditionnelle dans le soudan occidental et mutation médicale en occident chrétien au Moyen-Âge ... Konan Kouassi Parfait BORIS.....	598
Problématique de la participation des jeunes au Tchad... Tchago NDIKWÉ, Dieudonné VAÏDJIKÉ, Melissa WOUTENE .....	611



## **Un regard sociologique de l'insécurité urbaine au Mali depuis 2020 : les cas Bamako et Ségou**

*A sociological look at urban insecurity in Mali since  
2020: the Bamako and Ségou cases*

Amadou TRAORÉ  
*Maître de Conférences en Sociologie*  
Université de Ségou

Article disponible en ligne : <https://www.revuestisons.bf>

### **Pour citer cet article**

---

TRAORÉ Amadou, 2024, « Un regard sociologique de l'insécurité urbaine au Mali depuis 2020 : les cas Bamako et Ségou », *Revue LES TISONS/RISHS*, Numéro spécial 1, janvier, p. 15-45.

**Résumé :** Ce travail est un regard sociologique de l'insécurité urbaine au Mali de 2020 à 2022. L'accent est mis sur le cas de Bamako et de Ségou. Il s'agit de deux villes stratégiques au Mali en termes de sécurité urbaine, pour avoir enregistré des cas spectaculaires d'assassinat, de vol, de viol, de coups et blessures. Pour mener à bien cette étude, nous avons adopté une méthode mixte, dont la méthode quantitative et la méthode qualitative, à travers les techniques de sondage, d'entretien et d'observation. Il résulte de ce travail que la violence évolue proportionnellement aux caractéristiques respectives des villes. Le vol est considéré dans les deux cas comme le motif le plus important de l'insécurité dans les deux villes, avec une prédominance à Bamako. Le rapport à l'environnement, les pratiques sociales, la prolifération des armes, la porosité des dispositifs sécuritaires sont entre autres, cités comme facteurs aggravant l'insécurité dans ces villes.

**Mots clés :** Regard sociologique, Insécurité urbaine, Bamako, Ségou

**Abstract:** *This work is a sociological focus on urban insecurity in Mali from 2020 to 2022. The focus is on the case of Bamako and Ségou. These are two strategic cities in Mali in terms of urban security, having recorded spectacular cases of murder, theft, rape, assault and battery. To carry out this study, we adopted a mixed method, including the quantitative method and the qualitative method, through the techniques of sampling, interviewing and observation. As a result of this work, violence evolves in proportion to the respective characteristics of cities. Theft is considered in both cases to be the most important reason for insecurity in both cities, with a predominance in Bamako. The relationship to the environment, social practices, the proliferation of weapons, the porosity of security measures are among others, cited as factors aggravating insecurity in these cities.* **Keywords :** *Sociological perspective, Urban insecurity, Bamako, Ségou*

## Introduction

La sociologie est un domaine des sciences sociales qui se focalise sur les questions sociales dans leur entièreté. Celles-ci évoluent au fil

du développement des sociétés. Des groupements relativement harmonieux aux grandes agglomérations, les questions sociales, peu soient elles existent, et la sociologie tente d'en faire des interprétations objectives. La souplesse de son objet d'étude (la question sociale) a conduit à des ramifications. La sociologie urbaine en est une des premières spécialités. Les études sociologiques concernant la ville de Chicago dans les années 1920 sont les travaux classiques ayant donné à ce domaine ses lettres de noblesse (Coulon A., 1979). Ces études portent sur les questions liées à la délinquance, la précarité, les difficultés liées à l'intégration sociale... (*idem*). La sociologie urbaine ne s'est véritablement constituée en champ de recherche spécifique qu'après 1945 (Grafmeyer Y, 2012). L'Afrique n'est pas restée en marge des études de sociologie urbaine (Coquery-Vidrovitch C., 2006). En Afrique du Sud du Sahara, le Nigéria, avec des villes dont Lagos et Abuja, le Congo avec la ville de Kinshasa... sont les plus marquées par les questions liées à l'urbanisation. Le Mali, pays saharo sahélien est parmi les moins urbanisés en Afrique. Selon les projections de la Direction Nationale de la Population (DNP), le Mali compte 20537059 habitants en 2020, soit une densité de 16,56h/km<sup>2</sup>. Ce chiffre est largement dominé par le monde rurale (RGPH, 2009). Pourtant, le pays n'échappe pas aux phénomènes généralement liés à l'urbanisation (Traoré A., 2018).

À titre d'exemple, la ville de Bamako qui ne comptait qu'environ 100000 habitants en 1960 (M-L. Villien-Rossi, 1963, p. 381), en dépasse 3 millions en 2020 (RGPH, 2009). En plus de Bamako et ses banlieues, des villes telles que Sikasso, Koutiala, Kayes, Ségou, Mopti, Koulikoro, Gao et d'autres villes secondaires comme la ville de Fana, sont marquées par les phénomènes urbains parfois étranges. Si dans ces villes l'insécurité n'est pas nouvelle, il faut reconnaître que depuis un certain temps on y assiste à la multiplication des cas d'assassinats, d'agressions physiques, de vols

et viols. Cette insécurité urbaine est parfois marquée par l'utilisation des armes lourdes.

Les cas se sont manifestement multipliés en second semestre 2020. Nous pouvons citer entre autres, l'assassinat du pharmacien, Dr Abdramane Kodio dans sa pharmacie à Kalaban-Coura, le 17 juillet 2020 ; le braquage à l'INPS de Ségou, le 22 juillet 2020 ; le braquage d'un client de la BDM sa à Ségou, le 23 novembre 2020 ; l'assassinat de l'opérateur économique, Mohamed Traoré sur l'Avenue de l'OUA, le 30 novembre 2020 ; le braquage de l'agence BDM sa des 1008 logements de Bamako, le 1<sup>er</sup> décembre 2020 ; la blessure par balle de l'humoriste ATT Junior, le 24 décembre 2020, etc. En plus des assassinats, agressions et rapt, l'année 2021 a aussi été marquée à Bamako par des crimes qui seraient liés à des pratiques rituelles, à l'image des multiples cas à Fana, une ville située à 120 km de Bamako. Nous pouvons citer le cas impliquant le célèbre féticheur, Daouda Yattara.

D'autres faits tels que la prolifération de la drogue, la découverte, à maintes reprises, des armes blanches et des armes à feu au campus universitaire de Badalabougou, et les violents affrontements meurtriers au sein des universités, dont ceux du 12 octobre 2020, est un indicateur du niveau d'insécurité dans la ville de Bamako. Il en est de même pour Ségou où des coups de feu ont retenti au site des neuf hectares de l'université, accompagnés des agressions physiques conduisant à des coups et blessures parmi les étudiants. L'insécurité dans l'espace universitaire conduisit à la création d'un comité de gestion de la violence dans l'espace scolaire et universitaire, le 13 octobre 2020.

Si le début de l'année 2022 est marqué par une montée en puissance de l'armée, il faut reconnaître que l'insécurité urbaine reste manifeste.

À la lumière de cette insécurité urbaine grandissante, Adam Diallo<sup>1</sup>, dira que la violence est devenue récurrente dans la capitale malienne. Pour lui, elle est l'une des maux qui minent Bamako, une ville où sortir avec un sac ou sortir d'une banque peut être fatal. A la base, il indexe notamment les jeunes âgés de 15 à 35 ans. Il s'agit des pratiques étranges dans la société malienne. Le cas de l'assassinat du pharmacien a profondément touché les maliens, et restera longtemps gravé dans les mémoires. Cette insécurité récurrente s'ajoute à la vulnérabilité économique des populations et les conséquences de la Covid-19. La multiplication des cas défraie la chronique. Cette situation pourra avoir des explications à travers les théories sociologiques de l'urbanisation, de la délinquance, voire du développement en général. Dès lors, nous nous posons la question sur le regard sociologique face à cette question d'insécurité urbaine au Mali. Comme hypothèses de départ, nous dirons que l'insécurité grandissante dans les villes maliennes est due à une combinaison de la situation sécuritaire du pays, de l'instabilité politique et de la dégradation du niveau de vie des populations. Nous dirons aussi que la taille et la configuration de la ville a un lien avec l'insécurité.

## **1. Méthodologie de recherche**

### ***1.1. Zones d'étude***

Cette étude est un aperçu partiel sur l'insécurité urbaine au Mali. Nous avons choisi les villes de Bamako et Ségou qui ont enregistré les cas d'insécurité largement médiatisés, notamment à travers les réseaux sociaux. Il s'agit respectivement de la capitale du Mali et le chef-lieu de la quatrième région du pays. Les deux sont reliés par une route bien animée de 240 km. La ville de Bamako concentre plus de 12% de la population malienne (RGPH, 2009), et enregistre les plus

---

<sup>1</sup> <http://bamakonews.net/2020/12/recrudescence-de-linsecurite-a-bamako-la-population-en-alerte/> , consulté le 24 janvier 2021.

grandes unités économiques du pays. Quant à la ville de Ségou, de par la présence des services dont l'Office du Niger, l'Université, les banques, les industries moyennes, et des infrastructures routières modernes, est considérée comme une ville en croissance. A travers les navettes inter urbaines, elle devient une annexe de la capitale Bamako au point que d'aucuns n'hésitent pas à la qualifier de future capitale du Mali. En plus de notre présence constante dans ces deux villes, cette dynamique les concernant a motivé notre choix.

## **1.2. Méthodes**

Sur le plan épistémologique, ce travail s'inscrit dans une logique fonctionnaliste. Il s'agit de déterminer la fonction que jouent les phénomènes liés à l'insécurité face au fonctionnement du système social. En la matière, nous mettons l'accent sur les travaux de fonctionnalistes dont ceux d'Émile Durkheim, de Robert King Merton. Nous nous intéressons aussi aux travaux de Laurent Muccieli dans le domaine de la sociologie de la délinquance. A travers le phénomène urbain, un accent est mis sur l'École de Chicago qui est une référence historique en matière de la sociologie urbaine.

Pour mener à bien cette étude, nous avons utilisé une méthode assez composée qui combine l'usage des de la démarche qualitative, quantitative et l'exploitation des données secondaires à travers l'analyse du contenu et l'analyse statistique.

La méthode qualitative a consisté à l'usage des techniques d'observation et d'entretien semi directif. L'observation a consisté à la visite de certains lieux où les braquages et agressions ont eu lieu. Elle a aussi consisté au constat des images sur l'Internet. La dynamique sociale des deux villes a fait l'objet d'observations pour cerner les comportements spontanés des populations. Quant aux entretiens, ils ont concerné 05 élus locaux dont 03 à Bamako, 10 agents et cadres des entreprises et autres institutions, dont 06 à Bamako, 05 administrateurs (3 à Bamako), 7 commerçants et

employés de commerce (04 à Bamako), 02 avocats et 3 magistrats, 10 officiers de police et de la gendarmerie (7 à Bamako). Sur le plan ethnique, nous nous sommes soumis au respect strict de l'anonymat concernant l'identité des interviewés.

S'agissant de la méthode quantitative, elle a consisté à un sondage effectué sur un échantillon expérimental par quotas, composé de 292 personnes, constitué par hasard selon leurs catégories. Ainsi, l'accent a été mis sur (i) la résidence, (ii) le sexe, (iii) l'âge et (iv) la profession. Cela permet d'embrasse toutes les couches de la population. Ce qui donne la feuille de quota suivante :

**Tableau n°1 : la feuille de quota**

Zone	Sexe	Age	Profession	Effectif	Total
Bamako	Femmes	[18-25]	i/Ouvrier,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii :1	14
		[26-35]	ii/Artiste/artisan, iii/Commerçant et	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii :1	14
		[36-45]	assimilés, iv/Fonctionnaires et	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii :1	14
		[46-55]	assimilés, v/Domestique,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :2, vi :1, vii :1	13
		[56-65]	chômeurs / étudiants, vi/Acteurs de joie,	1 :2, ii :2, iii :3, iv :1, v :1, vi :0, vii :1	10
		65 ans et +	vii/Autres	1 :1, ii :2, iii :3, iv :1, v :0, vi :0, vii :1	8
		[18-25]	i/Ouvrier,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii :1	14
	Hommes	[26-35]	ii/Artiste/artisan, iii/Commerçant et	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii :1	14
		[36-45]	assimilés, iv/Fonctionnaires et	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii :1	14
		[46-55]	assimilés, v/Domestique,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :2, vi :1, vii :1	13
		[56-65]	chômeurs / étudiants, vi/Acteurs de joie,	1 :2, ii :2, iii :3, iv :1, v :1, vi :0, vii :1	10
		65 ans et +	vii/Autres	1 :1, ii :2, iii :3, iv :1, v :0, vi :0, vii :1	8

Ségou	Femmes	[18-25]	i/Ouvrier,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii : 1	14
		[26-35]	ii/Artiste/artisan, iii/Commerçant et assimilés,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii : 1	14
		[36-45]	iv/Fonctionnaires et assimilés,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii : 1	14
		[46-55]	v/Domestique, chômeurs / étudiants,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :2, vi :1, vii : 1	13
		[56-65]	vi/Acteurs de joie, vii/Autres	1 :2, ii :2, iii :3, iv :1, v :1, vi :0, vii : 1	10
		65 ans et +		1 :1, ii :2, iii :3, iv :1, v :0, vi :0, vii : 1	8
		[18-25]	i/Ouvrier,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii : 1	14
	[26-35]	ii/Artiste/artisan, iii/Commerçant et assimilés,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii : 1	14	
	[36-45]	iv/Fonctionnaires et assimilés,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :3, vi :1, vii : 1	14	
	[46-55]	v/Domestiques, chômeurs / étudiants,	1 :3, ii :2, iii :3, iv :1, v :2, vi :1, vii : 1	13	
	[56-65]	vi/Acteurs de joie, vii/Autres	1 :2, ii :2, iii :3, iv :1, v :1, vi :0, vii : 1	10	
	65 ans et +		1 :1, ii :2, iii :3, iv :1, v :0, vi :0, vii : 1	8	
	Total				292

Cet échantillon comprend pour chacune des villes, 146 personnes, dont 73 femmes et 73 hommes, répartis entre les catégories socioprofessionnelles suivantes : i) ouvrier, ii) artiste/artisan, iii) commerçant et assimilés, iv) fonctionnaires et assimilés, v) domestiques, chômeurs / étudiants, vi) acteurs de joie, vii) autres. Ce quota expérimental s'adosse relativement comme base de sondage, au RGPH 2009 qui évoque une parité avec une légère prédominance de la population féminine à l'échelle nationale. Cette population est dominée par les jeunes. Cela explique l'évolution des chiffres qui sont aussi estimés selon le niveau d'accès à chaque catégorie. A titre d'exemple, s'il est facile d'avoir des ouvriers parmi

les individus âgés de 26 à 36 ans, cela n'est pas évident pour ceux qui ont 60 ans et plus. Il en est de même pour les acteurs de joie qui sont rares parmi les personnes de plus de 45 ans.

L'analyse statistique a consisté à l'exploitation des bases de données statistiques issues des recensements (RGPH, EMOP) et des études de terrain antérieures. Ces données nous ont aidé dans la compréhension des enjeux et ont contribué à la discussion des résultats.

En ce qui concerne la technique d'analyse de contenu, elle nous a permis, à travers l'analyse des images issues des caméras de surveillance, d'avoir des informations sur les acteurs, les modes opératoires et la dangerosité des faits.

La comparaison des informations issues des deux villes de l'étude nous a permis d'avoir une idée sur les implications de la taille et de la configuration urbaine sur le niveau d'insécurité.

Ce travail méthodologique a commencé par la constitution des corpus et la recherche documentaire. Le travail documentaire nous a permis de recentrer nos objectifs et d'affiner les contours de la problématique. En plus de l'exploitation des livres physiques, l'Internet nous a été d'un apport capital pour l'accès à certaines sources documentaires.

## **2. Résultats et discussion**

À travers cette étude, nous avons mis l'accent sur la spatialité de l'insécurité, l'analyse de l'opinion des populations concernant le phénomène d'insécurité urbaine, l'insécurité urbaine comme fait social, l'impact de l'insécurité sur la société.

### ***2.1. La spatialité de l'insécurité***

Nous constatons que le Mali est l'un des pays au monde les plus caractérisés par l'insécurité territoriale depuis 2012. Cette insécurité évolue dans le temps et dans l'espace. Des zones entières du

septentrion sont marquées par l'insécurité depuis la période coloniale. Il s'agit notamment des zones sahariennes peu ou pas peuplées. Depuis un certain temps, notamment à partir de 2012, cette insécurité s'est ramifiée, prenant de formes variées, à savoir, le jihad, le terrorisme, la rébellion, le banditisme, les conflits intercommunautaires, etc. et devient une menace pour la vie de la nation (Traoré A. & Cissé D., 2020). Si la campagne, notamment peu peuplée est devenue inaccessible, notamment pour les activités touristiques et assimilées, il faut reconnaître que les villes, notamment les principales, deviennent des nids de déviance, marquée par l'insécurité dans ses formes variées. Pour Balla Diarra et al. (2003, p.3), ce qui fait la ville, ce n'est pas seulement un nombre important d'habitants agglomérés en un même lieu, c'est aussi un espace particulier marqué par une plus grande densité d'habitations, la présence de quelques équipements spécifiques (voirie, équipements scolaires, sanitaires, économiques) et des fonctions exclusives (politiques, administratives, économiques culturelles) qui le différencient de la campagne.

Dans « De la division du travail social » d'Émile Durkheim (1893), nous comprenons la ville comme un haut lieu de division de travail, marqué par l'anonymat, une forte différenciation sociale, l'exacerbation de l'individualisme et la multiplication de l'anomie. Ce nœud de phénomènes et de contacts est une caractéristique du type social urbain. Cette structuration peut être un facteur d'insécurité. A travers le cas de Bamako, nous nous rendons compte des implications de la spatialité face à l'accentuation de l'insécurité. En effet, situé dans une vallée, la ville de Bamako, la plus grande agglomération au Mali, est marquée par des collines du Mont Mandingue et traversé par le fleuve Niger. Comme toute grande ville, elle est structurée en zones plus ou moins homogènes. On y rencontre des quartiers huppés et ceux insalubres ; des zones viabilisées et celles non viabilisées. Dans le déterminisme marxiste

(1947, p.4), nous comprenons que l'être social détermine la conscience. Ainsi, ceci occasionne des comportements variés à travers la ville.

La faible viabilisation des quartiers et l'absence d'éclairage public dans certaines zones constituent des prédispositions favorables au banditisme, les rendant l'accès difficile et facilitant la détention illégale des armes. Des quartiers périphériques sont parfois considérés comme la base arrière des vagabonds. A. M., officier de police, parle d'une cartographie du banditisme dans la ville de Bamako. Pour lui, les quartiers périphériques tels que la zone de Ngolobougou au Sud-Ouest de Bamako est un nid où se réfugient des malfrats. Sirakoro Méguetan, à la lisière de l'aéroport est aussi cité fréquemment parmi les zones dangereuses de la capitale. Pour venir à bout de cette insécurité, la ville est dotée de 17 commissariats de police, en plus des brigades de gendarmerie et des petits postes de police de proximité.

Quant à la ville de Ségou, contrairement à la capitale Bamako, elle est plus ou moins marquée par le communautarisme et la simplicité. Avec un relief harmonieux marqué par une végétation peu dense, la ville comporte un cadre bâti régulier au niveau du centre-ville. Les extensions et la périphérie de la ville sont marquées par des habitations faiblement concentriques. La ville de Ségou, de par son désenclavement et sa position géographique, peut être qualifiée d'un continuum de Bamako. Elle est citée parmi les villes les mieux loties au Mali. Il s'agit d'une ville paisible dont les habitants relativement marqués par une conscience collective et du communautarisme, se comportent dans une confiance de sécurité.

La ville ne compte que deux (02) commissariats de police et une brigade de gendarmerie. Elle abrite un camp militaire et une légion de gendarmerie. Apparemment, il s'agit d'une ville paisible, même si la région est située au rouge à travers les estimations des services de sécurité internationaux. Les questions qui se posent face à cette

situation sont les suivantes : d'où viennent les malfrats qui opèrent dans la ville de Ségou ? Comment évoluent-ils ? A la réponse à ces questions nous diront que les bandits opèrent de partout en bravant la distance et les frontières et dans ce cas, s'appuient sur des dispositions locales à travers les renseignements et les représentations. Il faut toutefois reconnaître que les déviants ont toujours existé parmi les résidents. L'argent et les moto « Jakarta » sont les objets les plus prisés par les malfrats. Le braquage, l'effraction, le « pickpocket », sont les modes opératoires les plus courants. Les auteurs de ces actes détiennent parfois des armes.

Au Mali, la loi n°050 du 12 novembre 2004 en ses articles 6 et 7, interdit aux particuliers la détention d'armes et de munitions de guerre. Toutefois, ces mesures ne sont pas totalement respectées. Selon l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP, 2018), plus d'un adulte sur dix (11,9 %) déclare qu'il (ou un membre de son ménage) possède une arme à feu en 2018 (INSTAT, 2019, p.37). Selon cette source, la ville de Bamako contrairement au monde rural et aux autres villes, est peu marquée par ce phénomène. Elle enregistre 4,7% sur 5,4% pour l'ensemble des villes et 14,2% pour la campagne. Et peu de personnes y ont fait face à une menace par arme à feu en 2018, soit 0,6% (*ibid.*, p.38). Ceci semble être un paradoxe lorsque la ville de Bamako est vue comme la plus dangereuse en termes de présence des plus grands vagabonds du pays. Nous dirons à cet effet que la détention d'arme n'est pas forcément synonyme d'insécurité.

Face à ces données, nous remarquons à travers les nouvelles du monde que le Mali est loin d'être parmi les pays marqués par l'insécurité urbaine. Des pays dont le Honduras, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Mexique, avec des villes gigantesques ne sont-ils pas cités comme exemples d'insécurité au niveau mondial ? Les principales villes de ces pays sont caractérisées par le développement des gangs avec son corolaire de meurtres, de viol, de vol, etc. Dans

ces pays, l'insécurité devient un fait banal, des gangs devenant incontrôlables. Les villes maliennes sont-elles en train d'emboîter les pas à ces géantes de l'insécurité mondiale ? La spatialité, dont la géographie, l'aménagement du territoire, la dissémination de la population..., est un facteur déterminant de l'insécurité à travers les sociétés.

### *2.2. L'insécurité urbaine, un fait social*

La société, comme un organisme vivant, évolue dans le temps et dans l'espace. Au cours de son évolution, elle traverse des moments de turbulence et de stabilité. Le système socioéconomique et politique du Mali, quoique régi par des lois, évolue sur une base inégalitaire à l'image d'un libéralisme peu contrôlé. Au Mali, il y'a un décalage entre le paradigme d'une société aux valeurs séculaires stables d'une part, et les conduites déviantes assorties de l'urbanisation et d'un capitalisme narcissique, d'autre part. Ainsi, à Bamako et dans les principales villes du pays, deux types idéaux sociétaux contradictoires coexistent : le développement d'un comportement communautariste pacifiste marqué par la confiance mutuelle (exhibition publique de monnaie et des objets onéreux avec peu de précautions), et l'éventualité du danger spontané lié à des facteurs à la fois structurelles et conjoncturelles qui suscitent la méfiance. Ainsi, le comportement de certains individus constitue du tremplin pour les malfrats.

Dans cette logique de procédure, il y'aura toujours des brèches favorables à l'insécurité insidieuse, et les brigands en profitent. Les villes de Bamako et Ségou en ont fait la Une des journaux, notamment en fin 2020. De par sa structuration, penser par exemple à « un Bamako » sans brigandage est chimérique, tant les configurations sont mosaïques, poreuses et conflictuelles. Greffée à des conjonctures dont les conflits armés, la corruption, la mauvaise gouvernance, avec pour corolaire la prolifération des armes de tout genre, cette situation renforce un phénomène déjà marqué par les

faits sociaux urbains dont l'individualisme, la dépersonnalisation des rapports sociaux, le chômage grandissant, le désenchantement du monde. Toute chose qui joue sur l'éducation et le comportement des populations, alors que la société doit avoir une place pour chacun en termes d'éducation et d'épanouissement. De cette configuration émergent des individus de tout acabit. Et il ne faut pas s'attendre à la gentillesse de la part des brigands. Toutefois faudra-t-il les affronter et les éradiquer à travers des dispositions dynamiques. Telles sont les missions des services de sécurités. Il s'agit là d'une des réalités des faits sociaux urbains qui ne sont pas spécifiques aux seules villes maliennes.

Dans la logique de la théorie de la contingence, les sociétés évoluent selon leur adaptation à l'environnement. La ville en grandissant, les mécanismes de gestion et les comportements urbains en son sein doivent évoluer, parce que les anomies y évoluent parallèlement. La sécurité va de pair avec le système sociopolitique et économique en place qui doit être agile face à toute éventualité. A un certain seuil, il y'a une particularité, parlant du cas des villes maliennes, et cette spécificité s'explique par la défaillance du système sécuritaire du pays, marqué par les jeux politiques, la corruption, le laxisme, la culture de médiocrité. Ces maux paralysent les institutions régaliennes dont l'armée, la sécurité d'Etat, le patronat, les syndicats..., qui sont d'ores et déjà léthargiques depuis un certain temps à cause de la crise multiforme que connaît le pays.

En somme, à la base de la montée du phénomène de l'insécurité urbaine, nous diront que les prédispositions liées aux comportements des populations ; à la défaillance du système sécuritaire, etc. sont exploitées par des individus aux comportements déviants ayant profité de la prolifération des armes à cause des conflits, de la mauvaise gouvernance et du laxisme. Qui sont les auteurs des actes d'insécurités dans les villes de Bamako et Ségou ?

Les paramètres sociopolitiques et démographiques dégagés à la base de l'insécurité, peuvent avoir une interprétation sociologique. En effet, dans les travaux de Laurent Mucchielli (2019, p.4) sur les viols collectifs dans la région parisienne, nous retenons que les origines sociales sont généralement à la base des comportements déviants. En effet, dans un échantillon de dossiers judiciaires qu'il a dépouillés en région parisienne (affaires jugées au début des années 2000, impliquant une cinquantaine d'auteurs), il retrouve la plupart des caractéristiques sociodémographiques dégagées dans les périodes antérieures : les auteurs de viols collectifs proviennent de milieux pauvres, de familles nombreuses, ont des parcours scolaires d'échec ou de marginalisation, sont pour plus de la moitié d'entre eux inactifs au moment des faits et une petite moitié a déjà été condamnée pour des délits mineurs (vols, bagarres, outrages à policiers, usages ou usages-reventes de stupéfiants).

Nous dirons à cet effet qu'il s'agit d'un phénomène macrosociologique qui a un lien avec la gouvernance dans toutes ses dimensions.

### ***2.3. L'impact de l'insécurité sur la société***

Les soubresauts sont nécessaires dans la vie d'une nation, et toutes les grandes sociétés en ont vécus et continueront à en subir au cours de leur existence. En ce qui concerne l'insécurité urbaine, elle a certes des inconvénients, mais pas dépourvue d'avantages. Il s'agit d'un phénomène conflictuel. Dans la sociologie simmelienne, contrairement à la vision intégrationniste durkheimienne, les conflits sont nécessaires au bon fonctionnement de la société. L'insécurité grandissante est le baromètre du niveau d'évolution des comportements urbains et du degré de performance du système de sécurité national. Un homme averti en vaut deux, dit-on. Elle permet à la population d'adopter un certain niveau de sérénité et de rigueur dans ses conduites. Elle permet aussi aux autorités d'identifier les failles du système et de s'organiser en conséquence pour renforcer

les dispositifs sécuritaires. Il s'agit là d'un facteur de changement social. Pour Peter Drucker (1909-2005), « L'innovation systématique requiert la volonté de considérer le changement comme une opportunité » (Traoré A. et Cissé D., 2020, p.70). Et Hubert Landier (2016, p.1) de souligner : « Changer nos représentations pour changer les organisations ».

En ce qui concerne la cohésion sociale ou la solidarité, à l'urbaine, selon la sociologie durkheimienne, elle est d'ordre organique, basée sur un jeu d'intérêt et de complémentarité dans la plus grande diversité, contrairement au cadre rural et communautaire marqué par la solidarité mécanique basée sur des liens ressemblance, d'interconnaissance et de proximité (liens de sang, de voisinage...). La ville étant marquée par l'anonymat, la dépersonnalisation et l'individualisme comme types de comportements admis, la cohésion sociale se mesure à l'aune de la conjugaison des intérêts, du degré de collaboration et d'insertion sociale au cours de la quête perpétuelle de survie et d'épanouissement. En d'autres termes, la société en évoluant, doit avoir une place pour chaque nouvel arrivant. Face à cette problématique, les autorités maliennes peinent cependant à faire la promotion de la jeunesse qui, à la limite, est laissée pour compte. Ainsi, sous le poids de la précarité, de l'analphabétisme et du manque d'éducation, les comportements déviants fleurissent.

Concernant la mobilisation urbaine, nous dirons que les difficultés sont le ciment de l'évolution. Sans contrainte, il n'y a point de rigueur, ni de progrès. La nature de l'homme est faite d'adaptation. Il s'adapte à toutes les situations dans lesquelles il se trouve. Progressivement, un processus d'institutionnalisation s'opère dans le temps. Le sociologue américain, Georges Herbert Mead (1863-1931) parle de la constitution de la personnalité de base opérée au cours de l'adaptation à l'environnement (Deledalle G., 1998, p.176).

Les comportements face à la maladie à Corona Virus en est une belle illustration. De la même manière, les maliens finiront par s'adapter à cette question d'insécurité, voire à en tirer profit dans plusieurs domaines. D'ores et déjà, elle contribue à la création des emplois, notamment dans le domaine de la vidéosurveillance, des sociétés de gardiennage, des ventes en ligne... La ville étant marquée par la sécularisation poussée, le désenchantement, doit créer une certaine rationalité qui détermine le mouvement des populations. Max Weber considère la ville comme un haut lieu de rationalité où les actions sont orientées vers une rationalité en finalité. Les boutiques en ligne, les téléconférences et les nouveaux types de transport intra urbains rendent possible de façon palliative ce rationalisme comportemental urbain.

Somme toute, de cette insécurité naissent des conduites innovantes et profitables. Comme développé par les sociologues Peter Berger et Thomas Luckmann (2018), nous assistons à la construction sociale de la réalité.

#### ***2.4. Les populations face au phénomène d'insécurité urbaine***

Les populations qui vivent l'insécurité à travers les faits, les échos et les rumeurs, y ont une lecture et un comportement en conséquence. A travers le sondage et les entretiens, nous avons mis l'accent sur les comportements, attitudes et pratiques des populations.

La notion d'insécurité évolue d'une personne à une autre et se manifeste différemment d'une ville à une autre. Les tableaux suivants font ressortir l'attitude des populations face à l'insécurité urbaine à Bamako et à Ségou.

##### ***2.4.1. Perception du niveau d'insécurité***

Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres, dit-on, en parlant du quatrième pouvoir, la presse. Le niveau d'insécurité se manifeste à travers les sources d'information multiples, dont les

médias. Le niveau d'insécurité d'un milieu social se mesure à l'aune de l'appréciation des populations qui dépendent des informations reçues. Ainsi, pendant que certains estiment peu élevé le niveau d'insécurité de leurs villes, d'autres pensent qu'il est élevé, ou qu'il est très élevé. Dans le tableau suivant nous mettons l'accent sur les différentes proportions.

**Tableau n°1 : répartition des enquêtés selon leurs opinions sur le niveau d'insécurité dans leurs villes**

Indicateurs	Sexe	Bamako			Ségou			Total		
		Peu élevé	Elevé	Très élevé	Peu élevé	Elevé	Très élevé	Peu élevé	Elevé	Très élevé
Ouvrier	F	2	5	2	5	0	2	7	5	4
	H	3	2	4	8	1	0	11	3	4
Artiste/artisan	F	1	1	4	5	0	1	6	1	5
	H	2	1	3	3	3	0	5	4	3
Commerçant et assimilés	F	1	3	5	2	2	5	3	5	10
	H	1	1	7	5	2	2	6	3	9
Fonctionnaires et assimilés	F	1	1	1	1	1	1	2	2	2
	H	0	2	1	1	2	0	1	4	1
Domestiques, chômeurs / étudiants	F	1	5	3	4	1	1	5	6	4
	H	3	3	3	7	1	1	10	4	4
Acteurs de joie, Autres	F	0	2	1	2	0	0	2	2	1
	H	1	1	1	2	1	1	3	2	2
Autres	F	0	2	1	1	2	0	1	4	1
	H	0	2	1	2	0	1	2	2	2
Total		16	31	37	48	16	15	64	47	52
%		19	36,9	44,1	60,8	20,2	19	39,3	28,8	31,9

Source : enquête de terrain, mars 2021

Nous constatons que 41,1% des bamakois, et 19% des ségoviens pensent respectivement leurs villes comme centre de haute insécurité, contre 19% et 60,8% qui pensent moindre, le niveau d'insécurité de leurs villes. Ainsi, si en cumule 81% des bamakois trouve le niveau d'insécurité élevé, seulement 39,2 le pense pour Ségou. Cela peut être dû à plusieurs facteurs, dont la densité et l'environnement de la ville et le niveau du développement des affaires. Cette insécurité se lit sur les lèvres.

Parlant de l'ampleur de l'insécurité à Bamako, Mme T B K, 35 ans, dira : « Nous vivons dans l'insécurité. Nôtre moto a été nuitamment volée ici dans la cour à travers une effraction sans trace. Aussi, à Baco-Djicoroni ACI, on a failli arracher ma moto en pleine journée n'eut été ma clairvoyance et l'intervention de certains jeunes du quartier ». Ces genres d'insécurité ne sont pas absent à Ségou. V. M., étudiante de 25 ans dira : « au niveau de la gendarmerie de Ségou, vers 20 heures, deux hommes se sont arrêtés dans le noir et m'ont dit de leur prêter ma moto. Heureusement des gens étaient derrière moi ». À un certain niveau d'insécurité, l'image de la ville peut en être atteinte. Dans le tableau suivant nous mettons l'accent sur l'image sécuritaire que donnent les usagers à leurs villes.

**Tableau n°2 : répartition des enquêtés selon que leur ville soit ou pas qualifiée d'insécurité**

Indicateurs	Bamako		Ségou		Total	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Ouvrier	24	6	13	17	37	23
Artiste/artisan	22	2	10	14	32	16
Commerçant et assimilés,	32	4	20	16	52	20
Fonctionnaires et assimilés,	9	3	8	4	17	7
Domestiques, chômeurs/étudiants	21	3	8	16	29	19
Acteurs de joie,	7	1	5	3	12	4
Autres	8	4	8	4	16	8
Total	123	23	72	74	195	97
%	84,2	15,8	49,3	50,7	66,8	33,2

Source : enquête de terrain, mars 2021

Le niveau d'insécurité peut évoluer en déphasage avec les appréciations. Nous constatons que 84,2% des bamakois qualifient cette ville comme ville d'insécurité, contre 49,3% des ségoviens par rapport à la ville de Ségou. Les actes considérés comme relevant de l'insécurité sont multiples et variés. En effet, la notion d'insécurité est une polysémie qui a plusieurs dimensions. Le vol, le viol, les crimes rituels, les règlements de compte, etc. constituent des types différents d'insécurité. Nous mettons l'accent, dans le tableau suivant sur les différents mobiles supposés par la population à la base des actes d'insécurité à Bamako et à Ségou.

**Tableau n°3 : répartition des enquêtés selon leurs idées sur le mobile de l'insécurité**

Source : enquête de terrain, mars 2021

Indicateurs	Bamako						Ségou				
	Sexe	Vol	Viol	Rituel	Reg cpt	Autres	Vol	Viol	Rituel	Reg cpt	Autres
Ouvrier	F	18	6	2	6	4	12	8	6	4	0
	H	16	2	2	6	2	18	6	2	4	2
Artiste/artisan	F	12	4	0	0	2	8	4	4	4	4
	H	10	2	0	2	4	10	2	4	4	2
Commerçant et assimilés	F	14	2	2	4	6	14	8	4	4	2
	H	8	2	2	2	6	16	4	0	8	0
Fonctionnaires et assimilés	F	6	6	2	2	2	6	8	2	0	2
	H	10	2	2	2	2	6	0	0	2	2
Domestiques, chômeurs / étudiants	F	12	4	2	0	2	12	8	0	0	0
	H	8	2	2	0	2	16	4	0	6	10
Acteurs de joie	F	6	6	0	2	0	2	4	2	0	0
	H	4	0	0	2	0	6	4	0	2	4
Autres	F	8	0	2	2	0	4	6	0	2	0
	H	6	0	0	0	0	6	0	2	6	2
Total		138	38	18	30	32	136	66	26	46	30
Fréquence %		53,9	14,8	7	11,7	12,5	44,7	21,7	8,6	15,1	9,9

Parmi les motifs évoqués, le vol arrive largement en tête avec une fréquence de 53,9% à Bamako et 44,7% à Ségou, suivi du viol, avec respectivement 14,8% à Bamako et 21,7% à Ségou. Le vol peut provoquer les coups et blessures, les assassinats et autres formes de violences. Ce qui lui donne une ampleur. Cette ampleur est moindre à Ségou où la fréquence du viol selon les répondants (21,7%) est non négligeable. Dans les villes, il existe des zones qualifiées de zones dangereuses sur le plan sécuritaire. Nous avons mis l'accent sur l'opinion des enquêtés sur l'existence de ces types de zones dans leurs villes.

**Q8 Tableau n°4 : Répartition des enquêtés selon l'existence des zones d'insécurité**

Indicateurs	Sexe	Bamako		Ségou		Total			
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	%	Non	%
Ouvrier	F	13	2	10	5	23	9,1	7	17,5
	H	14	1	11	4	25	9,9	5	12,5
Artiste/artisan	F	10	2	12	0	22	8,7	2	5,0
	H	12	0	10	2	22	8,7	2	5,0
Commerçant et assimilés	F	18	0	14	4	32	12,7	4	10,0
	H	18	0	15	3	33	13,1	3	7,5
Fonctionnaires et assimilés,	F	6	0	2	4	8	3,2	4	10,0
	H	6	0	6	0	12	4,8	0	0,0
Domestiques, chômeurs / étudiants	F	11	1	8	4	19	7,5	5	12,5
	H	10	2	10	2	20	7,9	4	10,0
Acteurs de joie	F	4	0	2	2	6	2,4	2	5,0
	H	4	0	4	0	8	3,2	0	0,0
Autres	F	6	0	4	2	10	4,0	2	5,0
	H	6	0	6	0	12	4,8	0	0,0
Total		138	8	114	32	252	100	40	100
%		94,5	5,5	78,1	21,9	86,3		13,7	

Source : enquête de terrain, mars 2021

Nous constatons que pour 94,5% des bamakoïses et 86,3% des ségoïses, il existe des zones dangereuses dans leurs villes. Les quartiers périphériques, les abords du fleuve et des collines, et certains lieux de regroupement pendant des heures (gare routière de Sogoninko, railda, etc. à Bamako ; la ferme et ses alentours, des coins du quartier Sido Soninkoura etc. à Ségou). Ce fait est de nature à créer la peur au sein de la population. Autrement dit, à un certain seuil d'insécurité, la population est frappée par la peur. Nous nous sommes intéressés à ce sentiment chez les enquêtés. Le tableau suivant nous donne une repartitions des enquêtés à cet effet.

**Tableau n°5 : Répartition des enquêtés selon qu'ils aient peur ou pas de l'insécurité dans la ville**

Indicateurs	Sexe	Bamako		Ségou		Total			
		Oui	Non	Oui	No n	Oui	%	Non	%
Ouvrier	F	13	2	13	2	26	11,4	4	6,3
	H	14	1	8	7	22	9,6	8	12,7
Artiste/artisa n	F	10	2	8	4	18	7,9	6	9,5
	H	10	2	4	8	14	6,1	10	15,9
Commerçant et assimilés	F	18	0	18	0	36	15,7	0	0,0
	H	16	2	10	8	26	11,4	10	15,9
Fonctionnair es et assimilés,	F	4	2	4	2	8	3,5	4	6,3
	H	4	2	4	2	8	3,5	4	6,3
Domestiques	F	12	0	12	0	24	10,5	0	0,0
, chômeurs/ét udiants	H	10	2	6	6	16	7,0	8	12,7
Acteurs de joie	F	4	0	2	2	6	2,6	2	3,2
	H	4	0	3	1	7	3,1	1	1,6
Autres	F	6	0	2	4	8	3,5	4	6,3
	H	6	0	4	2	10	4,4	2	3,2
Total		131	15	98	48	229	100	63	100
%		89,7	10,3	67,1	32,9	78,4		21,56	

Source : enquête de terrain, mars 2021

Face à la situation qui prévaut dans ces villes, 89,7% à Bamako, et 67,1% à Ségou craignent l'insécurité de leurs villes. Parmi eux, certains ont appris des cas, d'autres en ont été touchés directement ou indirectement. La proportion des populations qui se sentent en insécurité est un indicateur du niveau d'insécurité d'une ville. Le tableau suivant fait la répartition des enquêtés selon qu'ils se soient ou pas une fois sentis en insécurité dans leurs villes.

**Tableau n°6 : Répartition des enquêtés selon qu'ils se soient ou pas une fois sentis en insécurité**

Indicateurs	Sexe	Bamako		Ségou		Total			
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	%	Non	%
Ouvrier	F	12	3	7	8	19	12,2	11	8,1
	H	8	7	6	9	14	9,0	16	11,8
Artiste/artisan	F	8	4	6	6	14	9,0	10	7,4
	H	4	8	4	8	8	5,1	16	11,8
Commerçant et assimilés	F	13	5	14	4	27	17,3	9	6,6
	H	15	3	6	12	21	13,5	15	11,0
Fonctionnaires et assimilés,	F	4	2	2	4	6	3,8	6	4,4
	H	2	4	2	4	4	2,6	8	5,9
Domestiques, chômeurs / étudiants	F	8	4	5	7	13	8,3	11	8,1
	H	4	8	8	4	12	7,7	12	8,8
Acteurs de joie	F	4	0	0	4	4	2,6	4	2,9
	H	3	1	1	3	4	2,6	4	2,9
Autres	F	6	0	0	6	6	3,8	6	4,4
	H	2	4	2	4	4	2,6	8	5,9
Total		93	53	63	83	156	100	136	100
Pourcentage		63,7	36,3	43,2	56,8		53,4		46,6

Source : enquête de terrain, mars 2021

À Bamako, 63,7% des enquêtés contre 43,2% à Ségou, se sont au moins une fois sentis dans une situation d'insécurité. Pour ces deux villes cumulées, nous en avons 53,4%. Cela dénote un niveau élevé d'insécurité, avec une prédominance à Bamako.

Se sentir en insécurité et être confronté à un cas d'insécurité font deux. Nous nous sommes intéressés aux cas des enquêtés ayant confronté une ou des cas d'insécurité. Les différentes proportions se trouvent mentionnées dans le tableau qui suit.

**Tableau n°7 : répartition des enquêtés selon qu'ils aient ou pas été confrontés à un cas d'insécurité**

Indicateurs	Sexe	Bamako		Ségou		Total			
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	%	Non	%
Ouvrier	F	5	10	2	13	7	7,5	23	11,6
	H	7	8	3	12	10	10,8	20	10,1
Artiste/artisan	F	8	4	0	12	8	8,6	16	8
	H	4	8	2	10	6	6,5	18	9
Commerçant et assimilés	F	12	6	6	12	18	19,4	18	9
	H	12	6	6	12	18	19,4	18	9
Fonctionnaire s et assimilés,	F	2	4	0	6	2	2,2	10	5
	H	2	4	0	6	2	2,2	10	5
Domestiques, chômeurs/étu diants	F	5	7	2	10	7	7,5	17	8,5
	H	1	11	4	8	5	5,4	19	9,5
Acteurs de joie	F	0	4	0	4	0	0	8	4
	H	3	1	1	3	4	4,3	4	2
Autres	F	0	6	0	6	0	0	12	6
	H	2	4	4	2	6	6,5	6	3,0
Total		63	83	30	116	93	100	199	100
Pourcentage		43,2	56,8	20,5	79,5	31,8		68,2	

Source : enquête de terrain, mars 2021

Nous voyons que 43,2% des bamakois, contre 20,5% des ségois se disent avoir au moins une fois été confronté à un cas d'insécurité. Il s'agit notamment des cas de vol et d'agression physique. Si par intuition, on peut se sentir en insécurité, cette insécurité peut ne pas être réelle. Elle peut aussi advenir sans que la victime n'en soit consciente au moment des faits. Dans le tableau suivant nous mettons l'accent sur les cas où les enquêtés en ont au moins une fois été victimes.

**Tableau n°8 : répartition des enquêtés selon qu'ils soient ou pas été une fois victimes d'insécurité**

Indicateurs	Sexe	Bamako		Ségou		Total			
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	%	Non	%
Ouvrier	F	2	13	2	13	4	7,0	26	11,1
	H	2	13	0	15	2	3,5	28	1,9
Artiste/artisan	F	4	8	3	9	7	12,3	17	7,2
	H	2	10	0	12	2	3,5	22	9,4
Commerçant et assimilés	F	6	12	5	13	11	19,3	25	10,6
	H	8	10	3	15	11	19,3	25	10,6
Fonctionnaires et assimilés,	F	0	6	0	6	0	0,0	12	5,1
	H	2	4	0	6	2	3,5	10	4,3
Domestiques, chômeurs / étudiants	F	2	10	4	8	6	10,5	18	7,7
	H	3	9	0	12	3	5,3	21	8,9
Acteurs de joie	F	1	3	0	4	1	1,8	7	3,0
	H	1	3	2	2	3	5,3	5	2,1
Autres	F	2	4	0	6	2	3,5	10	4,3
	H	1	5	2	4	3	5,3	9	3,8
Total		36	110	21	125	57	100	235	100
Pourcentage		24,7	75,3	14,4	85,6	19,5		80,5	

**Source** : enquête de terrain, mars 2021

À Bamako, 24,7% contre 14,4% à Ségou se disent avoir été au moins une fois été victime de l'insécurité. Ainsi, si 84,2% des enquêtés de Bamako et 49,3% de celles de Ségou considèrent leurs villes comme villes d'insécurité (Cf., tableau n°2), il faut reconnaître que peu en sont touchés. Cela nous amène à nous focaliser sur la communication qui donne de l'ampleur aux faits. Il faut toutefois reconnaître que beaucoup en sont affectés par les cas concernant leurs proches ou connaissances. M.F., 22 ans, étudiante dira : « Je suis de Ménaka, j'ai été profondément touchée par un cas de viol collectif subi par une fillette de 13 ans à Sébougou quand elle était partie pour se tresser. Je n'arrive pas à oublier cette scène ».

**Q19 Tableau n°10 : répartition des enquêtés selon qu'un des proches soient ou pas une fois victimes d'insécurité**

Indicateurs	Sexe	Bamako		Ségou		Total		N	
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	%	o	%
Ouvrier	F	10	5	4	11	14	08,4	16	12,8
	H	7	8	11	4	18	10,8	12	9,6
Artiste/artisan	F	6	6	6	6	12	07,2	12	9,6
	H	4	8	4	8	8	04,8	16	12,8
Commerçants et assimilés	F	12	6	6	12	18	10,8	18	14,4
	H	14	4	14	4	28	16,8	8	6,4
Fonctionnaires et assimilés,	F	6	0	2	4	8	04,8	4	3,2
	H	6	0	2	4	8	04,8	4	3,2
Domestiques, chômeurs / étudiants	F	11	1	3	9	14	08,4	10	8,0
	H	9	3	4	8	13	07,8	11	8,8
Acteurs de joie	F	4	0	0	4	4	02,4	4	3,2
	H	4	0	4	0	8	04,8	0	0
Autres	F	4	2	0	6	4	02,4	8	6,4
	H	6	0	4	2	10	5,9	2	1,6
Total		103	43	64	82	167	100	125	100
%		70,5	29,5	43,8	56,2	57,2%		42,8%	

Source : enquête de terrain, mars 2021

Si les enquêtés ne sont pas aussi touchés par l'insécurité (24,7% contre à Bamako 14,4% à Ségou), il faut savoir que leurs proches le sont, soit 70,5% à Bamako contre 43,8% à Ségou, et un cumul de 57,2%. Cela est un indicateur du niveau d'insécurité dans une société donnée.

#### 2.4.2. Les causes de l'insécurité à Bamako et à Ségou

En plus des informations ci-dessus mentionnées, nous avons mis l'accent sur les causes de l'insécurité dans ces deux villes. Certains parlent des prédispositions au sein de la société, en parlant des comportements qui rendent vulnérables les populations. Ces prédispositions sont généralement liées aux comportements. M D, un journaliste quadragénaire, dira que les bandits se professionnalisent et font des interventions ciblées. Il a évoqué le cas d'une collègue qui a été dépouillée de tous ses objets onéreux pendant qu'elle dormait sur le toit de sa maison en période de chaleur. La manière dont ce vol s'est opéré porte à croire qu'il s'agit d'une intervention ciblée par des individus de son entourage.

Quant à M S, enseignant chercheur, les bandits opèrent selon une rationalité en finalité. Il dira : « je n'ai jamais entendu parler d'une attaque où les bandits n'emportent de fortes sommes d'argent. Cela, parce qu'ils ont bien des cibles ». Pour lui les gens doivent changer de comportements liés au port d'argent et d'objets de valeur. Ils prennent trop de risques, diront-ils.

Pour B. T., sociologue et enseignant chercheur, cette situation s'explique par plusieurs raisons, dont la consommation de stupéfiants, les réseaux sociaux, la prolifération des armes, le laxisme des parents.

Pour Laurent Muccielli (2018, p.47), dans beaucoup de sociétés anciennes, les crimes les plus graves n'étaient pas les atteintes à la vie, à la sexualité ou même à la propriété mais les crimes religieux tels les blasphèmes, le sacrilège, la magie ou la consommation d'un interdit rituel.

### *2.5. Les perspectives*

Nous l'avons signalé à l'entame de cet article : penser à une ville de Bamako dépouillée d'insécurité est à notre époque, une inclinaison chimérique. La population ne doit pas s'attendre à la gentillesse des brigands qui se multiplient tant que l'injustice, la mauvaise gouvernance, la corruption, le laxisme... continuent. Les

comportements doivent évoluer. L'éducation populaire est certes une solution, toutefois c'est le système qui conditionne les conduites individuelles. Par conséquent il doit faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et mettre en place des garde-fous pouvant empêcher le dérapage et les préjudices. Comprenons que les populations des pays stables ne sont pas forcément les plus éduquées. La différence en est que les systèmes ne sont pas les mêmes.

Le système est un tout fonctionnel comprenant les autorités, les institutions et la population en réciprocité. Les renseignements, la bonne gouvernance au sein des institutions, etc. émanent des autorités. Tandis que la population, à tous les niveaux, doit adopter de façon constante les comportements doués de sérénité et de vigilance. En pratique et dans l'immédiat, une franche collaboration avec la population doit permettre à l'État de multiplier les ratissages et patrouilles dignes de ce nom afin de déjouer certaines interventions futures.

La société est un ensemble composé de femmes et d'hommes en interaction perpétuelle. Elle évolue dans le temps et dans l'espace. Ce dynamisme est marqué par des contradictions parfois extrémistes en termes de pratiques sociales. D'une communauté relativement harmonieuse, il est marqué par une certaine hétérogénéité à un certain seuil de développement urbain. Cette hétérogénéité, au sens durkheimien du terme, doit permettre à la division du travail de remplir sa fonction sociale de création de solidarité. Pour R. K. Merton (1910-2003), la société incarne des pratiques dont la fonction manifeste ou latente, contribue au maintien du système social (A. Saint-Martin, 2013). Au cours de sa transformation, les mécanismes de régulation sociale évoluent d'un niveau social à un autre. Lorsque le système est affecté par des phénomènes nuisibles, on parle de dysfonctionnement. E. Durkheim classe les comportements nuisibles dans la catégorie de l'anomie. Pour Émile Durkheim (1858-

1917), les conduites déviantes permettent le changement social en évitant la reproduction sociale de génération en génération.

### **Conclusion**

Bamako et Ségou, vu leurs positions sur le plan démographique, géographique et économique, sont confrontées à l'insécurité. Cette insécurité d'ordre structurelle est accentuée par le terrorisme qui est un facteur de prolifération des armes. Les cas de vol, viol, coups et blessures, enlèvement et séquestration, etc. y sont visibles, notamment à Bamako, la capitale. Ce qui conduit une frange importante de la population à la méfiance, l'assistance des autorités étant insuffisante, faute de moyen et d'organisation.

Nos objectifs pour cette étude, à savoir développer un regard sociologique de l'insécurité urbaine, ont été atteints. Toutefois, la problématique étant peu abordée, des recherches encore poussées y sont nécessaires. En effet, nous avons initialement prévu de réaliser une étude quantitative sur la base des procès-verbaux de jugements pouvant donner des informations sur la catégorie socioprofessionnelle des acteurs condamnés des suites d'insécurité.

L'accès à ces informations étant particulièrement procédural et chronophage, nous avons décidé de faire une première étude mixte (entretiens et sondage) qui sera renforcée à travers les travaux ultérieurs. Ceci peut être une limite majeure pour ce travail largement ouverts à des études plus poussées. Il est aussi nécessaire d'aller vers une étude longitudinale pour observer l'évolution des proportions en fonction de l'évolution du temps et de l'insécurité.

### **Bibliographie**

BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, 2018, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, 2006, « De la ville en Afrique Noire », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61, n°5, p.1087-1119.

COULON Alain, 1979, *L'école de Chicago*, Paris, Que sais-je ?

DELEDALLE Gérard, 1998, « V. George H. Mead, La socialité de base », *La philosophie américaine*, 3<sup>e</sup> ed., De Boeck Supérieur, p.175-183.

DIARRA Balla, BALLO Moïse et CHAMPAUD Jacques, 2003, *Structure urbaine et dynamique spatiale à Bamako*, Bamako, Donniya.

DURKHEIM Émile, 1893, *De la division du travail social*, Paris, PUF.

DURKHEIM Émile, 1895, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF.

GRAFMEYER Yves, 2012, « La sociologie urbaine dans le contexte français », *Sociologies* [En ligne], Dossiers, Actualité de la sociologie urbaine dans des pays francophones et non anglophones, mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 15 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4179>.

INSTAT, 2019, *Dynamiques des Violences, de la Paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2018*.

LANDIER Hubert, 2016, « Changer nos représentations pour changer les organisations », *Actes des 5èmes RICC*, Paris, Chaire ESSEC du Changement.

MARX Karl, 1947, Préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales.

MUCCHIELLI Laurent, 2018, *Sociologie de la délinquance*, Paris, Armand Colin.

MUCCHIELLI Laurent, 2019, « Délinquance juvénile : le cas des viols collectifs », V. Bedin (dir.), *Qu'est-ce que l'adolescence ?* Éditions Sciences Humaines, p. 235-243, ffhalshs02072758v2.

SAINT-MARTIN Arnaud, 2013, *La sociologie de Robert K. Merton*, Paris, La Découverte.

TRAORE Amadou, 2018, *Vivre en location à Bamako*, Berlin, EUE.

TRAORE Amadou et CISSE Djibrilla, 2020, « Les défis liés à la recherche scientifique dans le contexte de la crise sécuritaire et de gouvernance au Mali à partir de 2012 », *Études Maliennes* Numéro Spécial N°89 – ISH, p. 62-71.

VILLIEN-ROSSI Marie-Louise, 1963, « Bamako, capitale du Mali », *Les cahiers d'Outre-Mer*, Revue de géographie n°64, p. 16-64